Une campagne IR inédite !

Cette première campagne IR se déroulant totalement dans le contexte du prélèvement à la source et une crise sanitaire sans précédent n’aura pas été comme les autres. Les nouveautés, comme la déclaration automatique ou le non-envoi des 2042 papiers aux télédéclarants, ainsi que la présence des montants de l’impôt déjà payé en 2019 qui devaient simplifier la relation à l’usager, ont malgré tout compliqué cette campagne IR.

En 2019, **4,5 millions de personnes** ont été reçues dans les services de la Direction générale des Finances publiques (DGFiP), et selon les études c’est 26 % de nos concitoyens qui sont perdus devant des démarches administratives via le numérique, sans parler de ceux qui n’y ont même pas accès à internet.

Or pour la première fois, l’accueil physique s’est limité à **la réception sur rendez-vous (25 000 selon les premières estimations de la DG, sans compter les contre-appels téléphoniques et les courriels qui ont contribué à fortement réduire ce type de réception), ainsi qu’un accueil primaire style drive-in, le tout** assuré par environ 40 % à 58 % des agent.e.s des SIP en présentiel sur le réseau DGFIP en période de PCA.

L’essentiel de l’accueil téléphonique et courriel a donc été pris en charge par les plates-formes de la DGFIP : Centres de Contact (CdC), Centres Prélèvements Service (CPS) et Centres Impôts Service (CIS). C’est près de 800 agents qui ont été sur le pont depuis le 16 mars, renforcés par les collègues du contrôle fiscal et par des agents volontaires de la DGFIP, que leurs directions de rattachement ont souvent laissés sans matériel digne de ce nom ni documentation en début de campagne.

Le nombre d’appels a atteint des records !

Le ministre et son directeur général semblent croire qu’ils ont démontré la faisabilité de leur « credo » qui consiste à fermer les guichets de la DGFIP aux citoyens afin de poursuivre les suppressions d’emplois et les abandons de missions, par le recours unique à l’accueil à distance !

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

Mais oubliés les morts de la COVID 19, oublié le comportement citoyen de toute la population, **oubliée l’abnégation sans faille de tous les fonctionnaires** qui ont assuré toutes les missions prioritaires et permis la continuité de l’État et le déroulement de la campagne IR.

Cette vision gouvernementale du service public, purement dogmatique et identique à celle du patronat, est d’autant plus décalée de la réalité et révoltante, que nous avons tous fait l’expérience du caractère indispensable de toutes les missions de service public pendant cette crise sanitaire que l’on voudrait nous faire croire derrière nous.

Une première mobilisation à Strasbourg, qui démontre la nécessité d’élever le rapport de force pour faire entendre des revendications légitimes !

C’est par la grève, appuyée par leurs syndicats, le 11 juin 2020 que les collègues du **CPS de Strasbourg** ont montré la voie à suivre.

Ils ont obtenu des avancées sur leurs revendications :

— Les formations vont reprendre dès le mois de juillet et la direction locale assure qu’elles seront prise en compte pour l’attribution de l’indemnité d’accompagnement à la mobilité fonctionnelle ;

— Sur la prime PCA, ce n’est plus 0 %, mais 58 % des agents du CPS qui en bénéficieront ;

— Concernant les difficultés d’encadrement, qui avaient fait l’objet de fiches de signalement dénonçant un management opaque et autoritaire, générant une pression difficile à supporter, un groupe de travail est prévu sur les conditions de travail et les risques psychosociaux et des mesures organisationnelles ont déjà été évoquées.

Dans le même temps, la CGT a dû interpeller le secrétariat général du ministère en CHSCTM, puis le directeur général en conférence audio pour que le règlement intérieur des CdC soit enfin respecté, la Mission Stratégie Relations aux Publics sommant les collègues de plusieurs **CdC** de passer de 6 à 7 heures de téléphone par jour à compter de la dernière semaine de campagne IR.

Sur cette période **La CGT Finances publiques a soutenu l’action** des camarades de Strasbourg **et elle est intervenue** en faveur des camarades du **CPS de Toulouse**…

Mais c’est bien par leur grève que les collègues de Strasbourg ont commencé à faire reculer la direction.

Pour ces raisons, la CGT Finances Publiques appelle les agents des plates-formes téléphoniques à se réunir en Assemblées Générales pour décider collectivement de leurs revendications et de leurs actions.

fichiers: Télécharger tract_accueil_plates_formes_25_06_20202.pdf (566.48 Ko)
Public: Infos / actions
Accueil

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *